



Macron, l'immaturo bachelier de l'Élysée a raté son oral

Par [Daniel Vanhove](#)

Mondialisation.ca, 27 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#), [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Lundi soir 10 décembre à 20h, les citoyens français étaient nombreux à attendre l'intervention du président sur les ondes, afin d'évaluer s'il avait bien entendu leur message teinté de jaune.

Hélas, tout était faux dans son intervention : le ton, la gestuelle, les réponses. Le ton : faux et apprêté. La gestuelle : gauche et coincée. Les réponses : tronquées et misérabilistes. Preuves supplémentaires que le jeune cadre dynamique aux commandes de la *start'up* nommée France a endossé un costume trop grand pour ses épaules lui conférant une rigidité affligeante pour un homme de sa génération.

Déboussolée par des promesses jamais tenues (voir mon précédent papier : ([Les 'Gilets jaunes'... ou la résistance insurrectionnelle de citoyens trahis](#), Mondialisation.ca, le 7 décembre 2018), après avoir élu le fantasque Sarkozy, puis la nouille Hollande, une majorité de Français s'est laissée séduire par le sémillant Macron. Il faut dire que les médias complices y avaient mis le paquet et ne laissaient guère le choix, ressortant comme à chaque fois l'épouvantail '*Le Pen*' bien utile aux tenants de l'oligarchie.

Maintenant que le mal est fait et constaté depuis plusieurs années, comment y apporter les réponses adéquates ?

Une chose semble faire l'unanimité tant elle est évidente pour la majorité de citoyens : l'injustice sociale flagrante devenue intolérable. Et les '*mesurettes*' du coincé de l'Élysée et de ses lieutenants n'y changeront rien ! Le monarque a distribué quelques miettes, nouveau mépris d'un imposteur égocentrique qui cultive une haute, très haute idée de lui, comme tout enfant gâté.

Ayant manifestement fait les preuves de son incompétence sur plusieurs fronts, tant intérieur qu'extérieur – flanqué de papy Le Drian aux Affaires étrangères, la France n'a jamais été aussi peu écoutée et bien éloignée de l'époque de D. De Villepin – il ne reste qu'à virer ce président selon la procédure prévue par l'article 68 de la Constitution (lire : [Il est désormais possible de destituer le président de la République](#), Planet.fr, le 22 octobre 2014)

Vient alors la question principale : par qui ou par quoi le remplacer ? Et c'est ici qu'il faudrait dorénavant éviter les erreurs commises lors des dernières élections présidentielles.

Si l'on en croit l'adage populaire qui dit qu'on a les dirigeants qu'on mérite, il conviendrait quand même d'inviter les citoyens à ne plus se laisser manipuler par des campagnes de communication bien orchestrées et à s'arrêter sur ce qui compte vraiment lors des élections : la personnalité des candidats, leur parcours, leur programme et le temps de leur analyse.

Si cela avait été le cas, qu'auraient pu voir et pressentir les électeurs depuis les trois derniers présidents ? Un programme assurément dicté par les tenants de la haute finance et par la toute puissante technocratie européenne, à savoir : une idéologie ultra-libérale avec l'accélération de la financiarisation de l'économie et de la privatisation de tout ce qui peut l'être. Autrement dit, les intérêts privés de quelques-uns au détriment des intérêts collectifs du plus grand nombre, ou, le chacun pour soi en lieu et place de la solidarité. Y compris ce qui fait la vie-même, l'environnement, le vivant ! Le tout, maquillé par des acteurs de théâtre utilisant pour le dernier les leçons bien apprises auprès de sa maîtresse... en arts de la scène, pour faire passer la pilule.

Si donc c'est le remplacement pur et simple d'un autre escroc à la fonction - ils sont tapis dans l'ombre et attendent leur tour - mais dans les mêmes conditions, cela ne servira à rien. C'est chou-vert et vert-chou. Or, le problème est bien plus profond qu'un simple renouvellement de casting ! Le mal est en amont et il faut avoir la lucidité et le courage de dire qu'il se situe à deux niveaux :

1/ au niveau national, dans un appareil d'Etat obsolète qui ne convient plus à l'époque et qu'il faut donc revoir de fond en comble ;

2/ au niveau européen où cette construction prioritairement axée sur la financiarisation de l'économie est mauvaise et conduit les peuples à une paupérisation qui se généralise au profit d'une poignée de plus en plus riche.

Ne pas voir dans ces deux architectures qu'elles sont le terreau d'injustices flagrantes par lesquelles les citoyens s'appauvrissent est nier l'évidence au nom d'une idéologie inégalitaire et désormais intolérable.

De plus, avec l'euro - depuis le 1^{er} janvier 2002 - les exemples d'une vie devenue chère sont pléthoriques malgré les fadaïses que l'on nous raconte pour tenter de faire passer une contre-vérité. Un café pris au comptoir et qui coûtait 1.50 francs coûte au minimum 1.50 euros, soit 6 fois plus, de même pour une bière pression ou encore pour une baguette, un croissant... bref, tout ce qui fait le menu quotidien des gens. Sans parler des régies - eau, gaz, électricité, téléphone, tabac, carburants, ... - dont les prix ont explosé, alors que l'ouverture du marché à la concurrence voulue par Bruxelles nous assurait qu'elle allait faire pression à la baisse sur les prix : c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Ni des assurances, frais médicaux, frais bancaires, frais scolaires et autres éléments dont ne peuvent se passer les citoyens pour mener leur vie au jour le jour.

Les salaires n'ont pas été multipliés par six sur cette même période, loin s'en faut, dans cette politique ultra-libérale, sauvage et débridée imposée par la technocratie bruxelloise.

En parallèle à la libre circulation des individus à l'intérieur de l'espace Schengen, les 'Traités' ont prévu la libre circulation des biens et des capitaux. Par la suite, les Etats font semblant de découvrir que la fraude fiscale se monte à des milliards annuels - rien qu'en France, la fuite des capitaux est estimée à 100 milliards d'euros par an ! - et afin de boucler

leur *'budget'*, se tournent alors vers une politique d'austérité en ponctionnant le citoyen lambda à travers une multiplication de taxes et impôts devenus insoutenables, d'autant que ce n'est jamais assez et que les déficits continuent à se creuser. En lieu et place de revoir l'incongruité de *'Traités'* mal pensés... à moins qu'ils ne soient voulus tels et qu'il faut alors abroger !

Le comble est qu'en France p.ex. le PIB n'a jamais été aussi haut mais les individus s'appauvrissent : cherchez l'erreur. Se présentant comme *'experts'* d'aucuns nous bassinent régulièrement avec *les '30 glorieuses'* comme si c'était-là le nec plus ultra et le symbole d'une croissance ininterrompue désormais impossible à atteindre. Sous-entendu, les gouvernements n'ont plus les moyens qu'ils avaient à l'époque.

Or, à part entre 2008 et 2009 où la France a connu une année de récession suite à la crise des *'subprimes'* venue des Etats-Unis, le PIB français n'a jamais cessé de progresser depuis 1949. Les chiffres en attestent : en 1949 le PIB - actualisé en euros - était de 13,2 milliards d'euros et en 2017 il était de 2291,7 milliards d'euros, soit plus de 173 fois celui de 1949. Même s'il faut tenir compte de l'inflation évaluée à 126 sur la base de 1901 et arrivée à 2568 sur la même base de 1901 - soit, multipliée par 20 - et si la croissance a ralenti, le pays est donc de plus en plus riche alors que l'on constate une classe moyenne qui s'appauvrit depuis plusieurs années, les salaires de l'écrasante majorité n'ayant pas suivi la même hausse au seul profit de quelques voyous !

La question légitime que chacun se pose est donc de savoir où va tout cet argent produit par le pays ?! La réponse est simple : dans la poche d'une poignée au détriment du plus grand nombre qui l'a pourtant produit. L'écart salarial entre le haut patronat et les travailleurs est devenu véritablement obscène !

Cette situation vérifiée par les chiffres n'a que trop duré et n'est donc plus acceptable. A se demander d'ailleurs comment il se fait que la population n'ait pas réagi plus tôt ! Il faut donc qu'elle soit excédée et à bout pour être descendue de manière si déterminée dans la rue pour se faire entendre... et tabasser.

Et c'est-là que l'on voit que ni le président ni son gouvernement et ses thuriféraires n'ont *'capté'* le niveau de colère des citoyens. Les réponses données par l'histrion de l'Elysée attestent du dédain qu'il nourrit au fond de lui pour des citoyens qu'il pense pouvoir calmer en leur jetant des miettes. Quelle erreur, quelle arrogance une fois encore, quelle immaturité et surtout, au bout de compte, quelle incompétence ! Penser qu'après ces cacahuètes la contestation s'essoufflera est faire preuve d'erreur d'analyse que les tenants de l'oligarchie risquent de payer bien plus cher qu'aujourd'hui. Imaginer que l'on peut *'acheter'* le citoyen à coup de 100 euros par-ci qui lui seront repris par-là est d'un mépris absolu. De qui se moquent donc ces cols-blancs ?!

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des *'Gilets jaunes'* rejettent ces propositions et appellent à la poursuite de l'insurrection. Reste à savoir s'ils sauront transformer l'essai et s'attaquer aux sources des problèmes citées plus haut : un appareil d'Etat obsolète et une construction européenne erronée.

Pour cela, il faudra passer d'un mouvement spontané à un mouvement qui s'organise un minimum. Point de jonction de tous les dangers avec ses pièges, ses tentations de récupération et autres obstacles qu'il convient de ne pas minimiser au risque de faire pis que bien, ce qui conduirait les tenants du pouvoir actuel à resserrer plus encore leur

étreinte sur les citoyens qu'ils empêcheront de se soulever de la sorte, quitte à basculer dans un Etat totalitaire ce que d'aucuns n'hésiteront pas à choisir tant leurs intérêts priment sur tout le reste.

Au niveau intérieur, la proposition de passer par un Référendum d'Initiative Populaire/Citoyenne doit rester l'ordre du jour et serait un premier pas dans la bonne direction pour reconstruire un autre appareil d'Etat, par et pour ses citoyens et non plus avec des '*représentants*' qui ne représentent plus qu'eux-mêmes et les lobbies qui les ont portés aux loges où ils s'agitent (voir la vidéo ci-dessous). Sauf que, déjà le pouvoir en place tente de récupérer la main en acceptant l'idée d'un RIC... mais « *pas sur tous les sujets* » ! Laissant entendre qu'il est des matières auxquelles le citoyen n'aura pas son droit de regard. On peut aisément deviner ce qui restera le pré carré des tenants de l'oligarchie... qui fera donc semblant d'ouvrir les débats à la société civile sur des sujets anodins qui ne risquent pas de les mettre en porte-à-faux quant à leurs privilèges éhontés.

Au niveau de l'Europe, il faut pour commencer, sortir de l'euro - ce qu'à ce stade pratiquement aucun élu de l'opposition n'ose sérieusement envisager ! - qui ne devrait servir que comme référence entre banques, comme du temps du Serpent monétaire européen où chaque devise nationale était arrimée à l'écu mais pouvait fluctuer par le haut - réévaluation - ou par le bas - dévaluation - en fonction de la réalité économique de chaque pays. L'euro ne serait plus '*matérialisé*' pour les échanges courants entre citoyens et les pays retrouveraient ainsi leurs devises nationales. C'est un premier pas dans la récupération de la souveraineté de chaque Etat.

Rappel pour les plus frileux et qui ont fait de l'euro une nouvelle religion : les pays, grands ou petits, qui ont gardé leur monnaie nationale s'en sortent plutôt bien... tandis que ceux qui ont adopté l'euro ont multiplié les problèmes. Ce n'est pas tant que cette monnaie unique ne soit un objectif, mais elle est arrivée beaucoup trop tôt dans une construction européenne inadéquate et dont les structures n'étaient pas prêtes pour l'imposer à tant de pays non encore harmonisés sur d'autres plans qui eussent permis son usage.

Ensuite, il faut s'attaquer aux '*Traités*' de l'UE et les revisiter pour les supprimer ou en corriger les dérives. Cela passe aussi par la simplification de la machine européenne et ôte à l'Europe le contrôle qu'elle exerce de manière non démocratique sur les politiques nationales des pays qui la composent :

« Les gouvernements des pays membres ne disposent que d'un très petit nombre d'instruments de politique économique. Aucune politique industrielle volontariste ne leur est possible puisque les traités interdisent de '*fausser la concurrence*' par le biais d'interventions étatiques. Aucune politique commerciale protectrice ne leur est possible puisque la politique commerciale est une '*compétence exclusive*' de l'Union. Aucune politique de change n'est possible puisque dans le cadre de l'euro, les pays ne peuvent dévaluer. Aucune politique monétaire n'est possible puisque c'est la Banque centrale européenne qui la conduit. Enfin, aucune politique budgétaire n'est possible puisque les pays qui ont adopté la monnaie unique sont soumis à des '*critères de convergence*' notamment la fameuse règle - arbitraire - des 3 % de déficit public. » - C. Delaume - Le Figaro.

Sans oublier de renégocier les salaires et avantages de tous ces eurocrates à une baisse drastique et à des économies conséquentes, comme p.ex. celle qu'il faut directement

imposer, à savoir l'arrêt des déménagements mensuels au parlement de Strasbourg, gabegie sans nom estimée à plus de 140 millions d'euros par an !

Il faut enfin ne pas oublier les Traités internationaux avec les partenaires hors Europe, ainsi que l'OTAN dont à défaut de la supprimer immédiatement – mais qui doit rester l'objectif – il faut réduire les dépenses qui ruinent les Etats mais remplissent les poches des lobbies de l'armement ! A ce stade, la décision de D. Trump de quitter le territoire syrien et afghan est un premier pas qui faciliterait par la suite la dislocation de cette organisation criminelle qui ne profite qu'au complexe militaro-industriel et ses actionnaires.

Si ces mesures ne sont pas prises, il adviendra un Etat de plus en plus policier et sécuritaire au nom de toutes les mauvaises raisons que l'on connaît ; un pouvoir de plus en plus concentré aux mains d'une caste qui continuera de piloter tout cela en fonction de ses propres intérêts ; un délitement de toute appartenance en tant que citoyen à un Etat dans lequel personne ne se reconnaîtra mais au contraire, sera dilué dans un grand tout, informe, impersonnel, réduit à consommer ce qui lui sera encore accessible. Et la devise même de l'Etat français : Liberté-Egalité-Fraternité serait alors définitivement vidée de sa substance.

En cette fin d'année 2018, il convient de ne pas se méprendre : 2019 risque bien d'être volcanique !

Daniel Vanhove

27.12.18

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Vanhove](http://DanielVanhove.com), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Daniel Vanhove](http://DanielVanhove.com)

A propos :

Daniel Vanhove est Observateur civil et auteur. Son dernier ouvrage La Démocratie Mensonge – 2008 – Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca